

L'islam permet en Europe de diviser pour mieux régner

lundi 8 novembre 2010, par [Hélène Flautre](#), [Yonca Poyraz Doğan](#)

Dans un entretien exclusif, Hélène Flautre, membre du parti français des Verts et co-présidente de la commission parlementaire mixte UE-Turquie, nous confie en quoi, dans une Europe en crise, l'islam est un bouc-émissaire destiné à faire taire les craintes profondes liées aux conditions de vie. Les discours à propos de l'islam permettent notamment aux dirigeants de diviser pour mieux régner. H. Flautre a également dénoncé l'absence remarquée du chef du Parti Républicain du Peuple (CHP) à la réception de célébration de l'anniversaire de la République de Turquie, où elle espère une nouvelle définition de la citoyenneté.

Quand vous regardez la Turquie aujourd'hui, qu'est ce qui vous frappe le plus ?

Compte tenu de mon expérience de membre du Parlement européen, je peux dire qu'à propos de la Turquie la chose la plus marquante est son processus de changement et de modernisation, et le fait qu'il y ait un débat public animé sur cette évolution. C'est intéressant pour moi en tant que femme politique et c'est aussi intéressant pour les intellectuels, les dirigeants syndicaux et les différentes parties de la société européenne.

Comme nous l'a appris l'actualité bruxelloise, l'Union européenne est sur le point de requérir à une nouvelle constitution civile en Turquie dans le cadre de sa stratégie d'élargissement. Qu'est ce que l'UE souhaiterait voir dans une nouvelle constitution turque ?

Tout d'abord, en ce qui concerne la rédaction de la constitution, cela ne dépend pas de moi mais des Turcs. La chose la plus importante que nous pouvons faire en tant qu'Européens est de soutenir ce processus, et particulièrement la manière dont la Turquie peut parvenir à un consensus. Le processus électoral est à cet égard important en Turquie car il fournit aux acteurs politiques une plateforme pour discuter de la mise en place d'une nouvelle constitution. Le nouveau Parlement pourrait alors être une assemblée constitutionnelle. Quand au contenu de la nouvelle constitution, il est bien connu. Je n'ai pas besoin de mentionner les autres questions liées à la liberté d'expression, à la religion, etc. parce qu'elles sont actuellement au centre du débat en Turquie. Je peux par contre citer la question de la citoyenneté comme un exemple. Le terme « citoyenneté » doit être définitivement redéfini dans la nouvelle constitution de manière à inclure tout le monde, parce que sa conception actuelle a été construite uniquement sur « la turcité ».

Nous savons qu'atteindre un consensus fait partie intégrante de toute démocratie, même si cela peut difficilement être atteint en Turquie. Vous avez dit que le nouveau chef du CHP a manqué une occasion de le faire en n'assistant pas à la réception du Jour de la République. Quel est le rôle de l'opposition dans la construction d'un consensus ?

Être dans l'opposition dans une société est signe d'une richesse et indique un espoir de changement. Quand le CHP a eu un nouveau dirigeant, j'avais de grands espoirs de changement au sein du parti. Mais j'ai été déçu par la décision de Kılıçdaroglu de ne pas assister à la réception. Ça a été une occasion manquée. S'il y avait assisté, il aurait donné un message fort à la société.

Vous avez également exprimé dans des articles vos opinions et sensibilité à propos de la question kurde. Vous avez notamment abordé cette question quand vous avez affirmé que la nouvelle constitution devait traiter le sujet de la citoyenneté. Qu'est-ce que vous voudriez ajouter sur ce sujet ?

À l'heure actuelle, la citoyenneté turque est basée sur le fait d'être un Turc, un musulman, un républicain, un nationaliste et même un homme. Il s'agit d'une description très limitée de la citoyenneté. Cependant, une référence constitutionnelle à la citoyenneté devrait inclure l'histoire, les croyances et les groupes ethniques et sociaux d'un pays. Elle devrait englober la diversité d'un pays et ne pas se fonder sur des références ethniques et/ou religieuses uniques.

Quelle est votre opinion sur la montée des politiques de droite en Europe ? Est-ce ce qui était envisagé au début du projet européen ?

Le projet européen est né du refus de subir les crises sociales et économiques du passé. Nous sommes aujourd'hui dans de nombreuses crises, telles que financières, sociales, climatiques, etc. Nous devons penser à de nouvelles façons de vivre ensemble. C'est d'ailleurs une grande responsabilité parce que nous devons repenser la façon dont nous vivons ensemble, notre manière de consommer. Cela m'amène à l'idée du nouvel Accord Vert (Green Deal). Mais nous nous préparons à vivre dans un monde où chacun se battra pour de l'eau, de l'uranium, etc. - un monde violent. Si vous n'apaisez pas ces craintes, il faut trouver des boucs émissaires : musulmans, Turcs, immigrés, etc.

C'est exactement ce qui se passe en Europe. Il s'agit d'une politique de division que mènent certains dirigeants pour conserver le pouvoir.

Est-ce que l'islamophobie est le résultat de cette politique ?

Oui, elle l'est. Mais il y a aussi des musulmans en Europe. Ils sont 20 millions.

Vous avez indiqué dans une conférence que l'Europe est en train de traverser des moments difficiles, que cela passera, et que la Turquie peut lui venir en aide. Comment la Turquie peut-elle y parvenir ?

La Turquie peut apporter son soutien lors de ces moments difficiles en appuyant les politiques du nouvel Accord Vert. Avec une nouvelle UE, la Turquie peut contribuer à la formation d'une perspective neuve en Europe. Et si l'Europe accueille la Turquie, elle gagnerait beaucoup de cette expérience. Cela indiquerait aussi que l'Europe a accepté le multiculturalisme.

Sources

Article Publié sur ZamanOnline France le 04 novembre 2010 sous le titre : [L'islam permet en Europe de diviser pour mieux régner](#)